



# Le Collectif des Dindons soutien la grève parisienne du 25 et la grève nationale du 28 mars !

Nous constatons que bon nombre de communes ont d'ores et déjà fait le choix de reporter le décret sur les rythmes scolaires à la rentrée 2014 et ce pour des raisons que nous revendiquons depuis le début de son annonce.

**Ce dont nous ne voulons pas en 2013, en voudrons-nous en 2014 ?**

Nous souhaitons **le retrait du décret sur les rythmes scolaires pour réécriture** car celui-ci n'est pas à la hauteur des enjeux affichés et pose de nombreux problèmes :

- la semaine des enfants sera alourdie sans que leur journée ne soit allégée,
- les conditions d'apprentissage ne seront en rien améliorées,
- un périscolaire de qualité pour tous les enfants n'est pas garanti,
- les inégalités sociales et territoriales seront accentuées par la décentralisation de l'école,
- ce décret sera appliqué dès 2013 sans vraie évaluation budgétaire.

**Nous demandons une réécriture du décret qui tienne compte des points suivants :**

- Une véritable prise en compte des propositions de chaque Conseil d'Ecole concernant les rythmes scolaires et notamment la répartition des 24h hebdomadaire.
- Une limite maximum de 2 heures pour la pause méridienne
- Une équité nationale pour l'organisation des activités périscolaires
- Une obligation de proposer des activités périscolaires aux communes bénéficiant du fond de 250 millions d'euros
- Une loi sur les taux d'encadrement du scolaire et du périscolaire pour cesser la dégradation des conditions d'accueil des élèves

**La loi d'orientation sur la refondation de l'école** a été votée mardi 19 mars. Celle-ci ne **répond pas à nos attentes de professionnels et certains points nous inquiètent:**

- L'alourdissement des programmes (les langues régionales, l'égalité des genres, la morale laïque, l'anglais dès le CP, l'alimentation bio, etc... )
- La mise en place d'ESPE sans plus d'information sur les contenus et les modalités de formation des futurs stagiaires ;
- Le saupoudrage de maîtres surnuméraires alors qu'une baisse des effectifs et le rétablissement des RASED sont indispensables pour lutter efficacement contre l'échec scolaire
- La création de postes qui ne couvrira pas les besoin.

**Nous ne voulons plus que des réformes touchant à notre métier et nos conditions de travail soient faites sans nous. Nous sommes des professionnels de terrain et nous voulons être associés aux concertations et discussions.**

**Nous demandons l'ouverture d'Etats Généraux** dans les écoles afin d'élaborer tous ensemble les réformes dont notre école a besoin.